

Révolution oubliée, l'insurrection ouvrière finlandaise a sans doute encore beaucoup à nous apprendre – comme le montre ici Eric Blanc dans un article initialement paru sur Jacobin (traduction [A l'Encontre](#)).

Au cours du siècle dernier, les récits sur la révolution de 1917 se sont habituellement centrés sur Petrograd et les socialistes russes. L'Empire russe était toutefois majoritairement composé de non-Russes – les bouleversements à la périphérie de l'Empire étaient d'ailleurs aussi explosifs qu'au centre.

Le renversement du tsarisme en février 1917 lâcha une vague révolutionnaire qui a emporté toute la Russie. La révolution finlandaise fut sans doute le soulèvement le plus exceptionnel. Un chercheur l'a baptisé « *la guerre de classe d'Europe la plus claire du XX^e siècle* »[1].

L'exception finlandaise

Les Finlandais étaient, en tant que nation, différents parmi toutes les nations sous la domination tsariste. Annexée par la Suède en 1809, la Finlande jouissait d'une autonomie gouvernementale, de libertés politiques et finalement de son propre parlement élu démocratiquement [2]. Bien que le tsar ait tenté de limiter cette autonomie, la vie politique à Helsinki ressemblait bien plus à celle de Berlin qu'à celle de Petrograd.

En un temps où les socialistes étaient contraints, dans les autres territoires de la Russie impériale, de s'organiser au sein de partis clandestins et qu'ils étaient poursuivis par la police secrète, le Parti social-démocrate finlandais (SDP) agissait ouvertement et légalement. A l'instar de la social-démocratie allemande, les Finlandais bâtirent, à partir de 1899, un parti de la classe laborieuse de masse ainsi qu'une dense culture socialiste disposant de ses maisons du peuple, de ses groupes de femmes travailleuses, de ses chœurs ainsi que de ses ligues sportives.

Le mouvement ouvrier finlandais était attaché à une stratégie parlementaire visant à éduquer et à organiser patiemment les travailleurs. Initialement, son orientation politique était modérée: les débats sur la révolution étaient rares et la collaboration avec les libéraux chose commune.

Le SDP était toutefois unique parmi les partis légaux de masse européens en ce qu'il est devenu *plus militant* au cours des années qui précédèrent la Première Guerre mondiale. Si la Finlande n'avait pas fait partie de l'Empire tsariste, il est probable que la social-démocratie finlandaise aurait évolué le long du même chemin de modération que la plupart des partis socialistes occidentaux, au sein desquels les radicaux étaient marginalisés de façon croissante face à l'intégration parlementaire et à la bureaucratisation.

La participation de la Finlande dans la révolution de 1905 fit changer le parti de cap. Il se dirigea vers la gauche. Au cours de la grève générale de novembre 1905, l'un des dirigeants socialistes finlandais s'émerveillait devant la flambée populaire:

«Nous vivons une époque merveilleuse [...] Des gens qui étaient humbles et satisfaits de porter le fardeau de l'esclavage ont subitement rejeté leur joug. Des gens qui, jusqu'à maintenant, mangeaient de l'écorce de sapin, exigent désormais du pain.»

Dans le sillage de la révolution de 1905, les parlementaires socialistes modérés, les dirigeants syndicaux et les fonctionnaires [du parti] se sont retrouvés en minorité au sein du SDP. Cherchant à appliquer l'orientation développée par le théoricien marxiste du SPD allemand, Karl Kautsky, la majorité du parti, à partir de 1906, infusa la tactique légale et parlementaire d'une approche politique fondée sur une lutte de classes aiguë. «*La haine de classe doit être accueillie comme une vertu*», proclamait une publication du parti.

Seul un mouvement ouvrier indépendant, annonçait le SDP, pouvait promouvoir les intérêts des travailleurs, défendre et étendre l'autonomie finlandaise face à la Russie et aboutir à une démocratie politique pleine et entière. Une révolution socialiste sera à l'ordre du jour à terme, mais en attendant le parti doit développer sa force et éviter tout affrontement prématuré avec la classe dominante.

Cette stratégie social-démocrate révolutionnaire - avec son message militant et ses méthodes lentes mais constantes - s'est révélée spectaculairement fructueuse en Finlande. A partir de 1907, plus de 100'000 travailleurs avaient rejoint le parti, faisant de celui-ci la plus grande organisation socialiste (en ratio par habitant) du monde. En juillet 1916, la social-démocratie finlandaise entra dans l'histoire en devenant le premier parti socialiste au monde à remporter une majorité au Parlement. En raison de la politique récente de «russification», menée par le pouvoir tsariste, le pouvoir d'Etat était toutefois en grande partie aux mains de l'administration russe. Ce n'est qu'en 1917 que le SDP a dû faire face aux défis que représentait la disposition d'une majorité parlementaire socialiste au sein d'une société capitaliste.

Les premiers mois

Les nouvelles de l'insurrection de février 1917 dans la ville proche de Petrograd frappèrent la Finlande par surprise. Une fois que les rumeurs furent confirmées, les soldats russes stationnés à Helsinki se mutinèrent contre leurs officiers. L'épisode est décrit par un témoin:

«Dans la matinée, les soldats et les marins marchaient dans la rue avec des drapeaux rouges, défilant en chantant La Marseillaise pour certains, pour d'autres en foules séparées, distribuant des rubans rouges et des pièces de vêtement. Des patrouilles armées de marins du rang déambulaient dans toute la ville, désarmant tous les officiers qui, au moindre signe de résistance ou de refus de prendre un sigle rouge, étaient abattus et laissés là.»



Marins résidant en Finlande qui se rallient à la révolution d'octobre en Russie

Les administrateurs russes furent chassés, les soldats russes stationnés en Finlande déclarèrent leur allégeance au soviét de Petrograd et la police finlandaise fut détruite depuis le bas. Le premier compte rendu de la révolution, rédigé en 1918 par l'écrivain conservateur Henning Söderhjelm - un témoignage inestimable sur les opinions des élites finlandaises - déplorait la disparition du monopole étatique de la violence:

«La destruction complète de la police était une politique voulue par la direction[SDP]. La police, qui a été expulsée par les soldats russes dès le début de la révolution, n'a jamais été reconstituée. Le "peuple" ne ressentait aucune confiance envers cette institution; à sa place des corps locaux pour le maintien de l'ordre ont été mis sur pied, une "milice", composé d'hommes membres du parti travailliste.»

Par quoi devait être remplacée l'ancienne administration locale russe? Certains radicaux poussaient pour un gouvernement rouge, mais ils représentaient une minorité. A l'instar de ce qui se passait dans le reste de l'Empire, la Finlande fut traversée en mars par les appels à «l'unité nationale». Dans l'espoir d'obtenir du nouveau gouvernement provisoire russe une vaste autonomie, une aile modérée de dirigeants du SDP rompit avec l'ancienne position du parti et joignit une administration de coalition avec les libéraux finlandais. Divers socialistes radicaux dénoncèrent cette décision, considérant qu'il s'agissait d'une «trahison» et une violation grossière des principes marxistes du SDP. D'autres dirigeants de premier plan, cependant, acceptèrent l'entrée au gouvernement afin d'empêcher une scission du parti.

La lune de miel politique de Finlande ne dura pas longtemps. Le nouveau gouvernement de coalition se trouva rapidement pris dans le feu croisé de la lutte de classes dès lors qu'un activisme sans précédent explosa au sein des entreprises, des rues et des zones rurales. Certains socialistes finlandais concentrèrent leurs efforts dans l'organisation de milices ouvrières armées. D'autres promurent des grèves, un syndicalisme combatif et un activisme au niveau des ateliers. Söderhjelm décrit ainsi cette dynamique:

«Le prolétariat ne mendiait et ne priait plus, il affirmait et revendiquait. Jamais, je pense, le travailleur, mais en particulier la canaille, n'avait pas été aussi entiché de pouvoir qu'en cette année 1917 en Finlande.»

Les élites finlandaises espéraient initialement que l'entrée des socialistes modérés dans un gouvernement de coalition obligerait le SDP à abandonner sa ligne «lutte de classes». Söderhjelm se lamentait devant l'échec de ses espoirs:

«La loi de la populace se rependit à une vitesse inattendue [...] Les tactiques du Parti travailliste sont en premier lieu et principalement [responsables de cela] [...] Même si le Parti travailliste observait une certaine dignité dans sa conduite la plus officielle, il continuait sa politique d'agitation contre la bourgeoisie avec un zèle inlassable.»

Tandis que les socialistes modérés du nouveau gouvernement, ainsi que leurs alliés syndicalistes, cherchaient à freiner la rébellion populaire, l'extrême gauche du parti appelait sans cesse à une rupture avec la bourgeoisie. Oscillant entre ces deux pôles, un courant centriste amorphe offrait un soutien limité à la nouvelle administration. Bien que la plupart des dirigeants du SDP continuaient à prioriser l'arène parlementaire, la majorité soutenait - ou, pour le moins, acceptait - la vague d'en bas. Devant cette source inattendue de résistance, la bourgeoisie de Finlande devint toujours plus belliqueuse et intransigeante. L'historien [français] Maurice Carrez [auteur d'un ouvrage en deux volumes sur l'évolution vers le communisme du dirigeant social-démocrate, puis membre du Bureau politique du PC de l'Union soviétique, Otto Kuusinen (1881-1964) *La fabrique d'un révolutionnaire. Otto Ville Kuusinen (1881-1918). Réflexion sur l'engagement d'un dirigeant social-démocrate finlandais à la Belle-Époque*] note que la bourgeoisie finlandaise n'accepta jamais de «partager le pouvoir avec une formation politique qu'elle voyait comme le diable incarné.»

Polarisation de classes

L'implosion de la coalition finlandaise débuta au cours de l'été. En août, l'approvisionnement alimentaire de l'Empire s'était effondré et le spectre de la famine s'empara des travailleurs finlandais. Des émeutes de la faim éclatèrent au début du mois et l'organisation d'Helsinki du SDP dénonça le refus du gouvernement de prendre des mesures décisives pour faire face à la crise. «*Les masses laborieuses affamées perdirent rapidement toute confiance envers le gouvernement de coalition*», nota Otto Kuusinen, le principal théoricien de gauche du SDP, qui fonda l'année suivante le mouvement communiste finlandais.

L'intransigeance socialiste dans la lutte pour la libération nationale provoqua une escalade de la polarisation de classe. Les socialistes finlandais se battirent durement pour stopper les interférences en cours du gouvernement russe dans la vie interne de la nation. Ils avaient l'espoir qu'en gagnant l'indépendance, ils pourraient utiliser leur majorité parlementaire - ainsi que le contrôle qu'ils exerçaient sur les milices des travailleurs - pour implanter un programme ambitieux de réformes politiques et sociales.

Un dirigeant socialiste expliqua en juillet 1917 que

« nous avons été obligés de combattre sur deux fronts: contre notre propre bourgeoisie et contre le gouvernement russe. Si nous voulons que notre guerre de classe soit victorieuse, si nous voulons être en mesure de rassembler toute notre force sur un front, contre notre propre bourgeoisie, nous avons besoin de l'indépendance, la Finlande est déjà mûre pour cela. »

Pour des raisons qui leur étaient propres, les conservateurs et les libéraux finlandais désiraient également un renforcement de l'autonomie finlandaise. Ils ne voulaient toutefois pas employer des méthodes révolutionnaires pour atteindre cet objectif – et, dans l'ensemble, ils ne soutirent pas l'effort du SDP en faveur d'une indépendance complète.

L'affrontement se produisit finalement en juillet. La majorité socialiste du parlement finlandais proposa l'adoption de la loi historique *valtaki* (loi sur le pouvoir) qui proclame unilatéralement l'entière souveraineté finlandaise. Au milieu de l'opposition vigoureuse de la minorité parlementaire conservatrice, la *valtaki* fut approuvée le 18 juillet. Le gouvernement provisoire russe, à la tête duquel se trouvait Alexandre Kerensky, en rejeta toutefois immédiatement la validité et menaça d'occuper la Finlande si la décision gouvernementale n'était pas respectée.

Lorsque les socialistes finlandais refusèrent de reculer ou de renoncer à la *valtaki*, les libéraux et les conservateurs saisirent l'occasion. Espérant isoler le SDP et mettre un terme à sa majorité parlementaire, ils soutinrent cyniquement et légitimèrent la décision de Kerensky de dissoudre le **Parlement finlandais élu démocratiquement**. De nouvelles élections furent appelées au cours desquelles les partis non-socialistes remportèrent une légère majorité.

La dissolution du Parlement finlandais marqua un tournant décisif. Jusque-là, les espérances demeuraient élevées parmi les travailleurs et leurs représentants que le parlement pourrait être utilisé comme un véhicule pour l'émancipation sociale. Kuusinen expliqua que :

« notre bourgeoisie n'a pas d'armée, elle ne peut pas même compter sur la police [...] il semblait donc que tout concourait pour que la social-démocratie reste sur le sentier battu de la légalité parlementaire, laquelle permettrait, ainsi paraissait-il, de récolter les victoires les unes après les autres. »

Il devenait toutefois clair pour un nombre croissant de travailleurs et de dirigeants du parti que le Parlement avait fait son temps.

Les socialistes dénoncèrent le coup anti-démocratique et fustigèrent la bourgeoisie pour la collusion de cette dernière avec l'Etat russe contre les droits nationaux et les institutions démocratiques de Finlande. Pour le SDP, les nouvelles élections parlementaires étaient illégales et c'est une vaste fraude électorale qui est à l'origine de résultat. A la mi-août, le parti exigea que tous ses membres démissionnent du gouvernement. Tout aussi significativement, les socialistes finlandais s'allièrent toujours plus étroitement avec les bolcheviques, le seul parti russe qui soutenait leur effort en faveur de l'indépendance. Chaque camp avait jeté son gant. La Finlande qui était restée, jusqu'ici, pacifique se dirigeait vers une explosion révolutionnaire.

La lutte pour le pouvoir

En octobre, la crise qui traversait l'Empire russe atteignit son point d'ébullition. Les travailleurs finlandais des villes et de la campagne exigeaient avec véhémence que leurs dirigeants prennent le pouvoir. Des affrontements violents éclatèrent en différents endroits de la Finlande. Une partie importante de la direction du SDP continuait pourtant de croire que le moment de la révolution pouvait être retenu jusqu'à ce que la classe laborieuse soit mieux organisée et qu'elle soit armée. D'autres craignaient l'abandon de l'arène parlementaire. Fin octobre, le dirigeant socialiste Kullervo Manner déclara: *« nous ne pouvons éviter la révolution très longtemps [...] La foi en la valeur de*

l'activité pacifique est perdue et la classe laborieuse commence à n'avoir confiance qu'en sa propre force [...] Je serais ravi que nous nous trompions sur l'approche rapide de la révolution.»

Après la prise du pouvoir par les bolcheviques en octobre 1917, il semblait que la Finlande serait le prochain pays en lice. Privé du soutien militaire du gouvernement provisoire russe, l'élite finlandaise se trouvait dangereusement isolée. Les soldats russes - dont plusieurs dizaines de milliers étaient stationnés en Finlande - soutenaient de manière générale les bolcheviques et leur appel à la paix. *«La vague victorieuse du bolchévisme apportera de l'eau au moulin de nos socialistes, et ils sont probablement capables de les faire tourner»*, observa un libéral finlandais.

La base du SDP et les bolcheviques à Petrograd imploraient les dirigeants socialistes finlandais de prendre immédiatement le pouvoir. Cependant, la direction du parti tergiversa. Personne ne pouvait savoir si le gouvernement bolchevique se maintiendrait plus de quelques jours. Les socialistes modérés s'accrochaient à l'espoir qu'une solution parlementaire pacifique pourrait être trouvée. Certains radicaux affirmaient que la prise du pouvoir était à la fois possible et urgente. La majorité des dirigeants oscillaient entre ces deux options.

Kuusinen se souvient de l'indécision du parti en ce moment critique:

«nous, sociaux-démocrates, "unis sur la base de la guerre de classe", oscillâmes tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, nous nous dirigeons tout d'abord avec force en direction de la révolution seulement pour reculer à nouveau.»

Incapable d'aboutir à un accord sur un soulèvement armé, le parti lança à la place un appel à la grève générale pour le 14 novembre en défense de la démocratie contre la bourgeoisie, en faveur de la satisfaction des besoins urgents des travailleurs ainsi que pour la souveraineté finlandaise. La réponse d'en bas fut écrasante: en réalité, elle alla bien plus loin que l'appel relativement prudent à la grève.



Gardes rouges finlandais

La Finlande s'arrêta. Dans plusieurs localités, les organisations locales du SDP et les gardes rouges prirent le pouvoir, occupèrent les édifices stratégiques et arrêtaient les politiciens bourgeois.

Il semblait que ce schéma insurrectionnel se répéterait bientôt à Helsinki. Le 16 novembre, le Conseil de la grève générale dans la capitale vota la prise de pouvoir. Mais lorsque les dirigeants syndicaux et socialistes modérés dénoncèrent cette décision et démissionnèrent de cet organe, le Conseil recula le même jour. Il résolut: *«comme une minorité aussi importante s'est opposée, le Conseil ne peut commencer à prendre le pouvoir en faveur des travailleurs, il continuera toutefois d'agir de sorte à accroître la pression sur la bourgeoisie»*. Peu après, la grève fut interrompue.

L'historien finlandais Hannu Soikkanen a souligné l'énorme occasion manquée que représenta la grève de novembre:

«On ne peut douter que cela était le meilleur moment pour la prise de pouvoir par les organisations de travailleurs. La pression d'en bas était énorme, et la volonté de combattre à son niveau le plus élevé [...] La grève générale convainquit toutefois la bourgeoisie, à peu d'exceptions près, du danger pressant que représentaient les socialistes. Ils mirent à profit le temps qui s'écoula jusqu'à l'éclatement de la guerre civile ouverte pour s'organiser sous une direction ferme.»

Remarquant l'hésitation du SDP de se tourner vers une action de masse, Anthony Upton considéra que *«les révolutionnaires finlandais étaient dans l'ensemble les révolutionnaires les plus misérables de l'histoire»*. Une telle qualification pourrait tenir la route si notre histoire se terminait en novembre. Les événements qui suivirent montrent cependant que le cœur révolutionnaire de la social-démocratie finlandaise devait finalement l'emporter.

Suite à la grève générale, les travailleurs, frustrés, cherchèrent toujours plus à s'armer et à s'engager dans des actions directes. La bourgeoisie, de même, se prépara à la guerre civile en formant sa milice, la «garde blanche», et en s'adressant au gouvernement allemand pour obtenir une aide militaire.

En dépit de l'effondrement rapide de la cohésion sociale, de nombreux dirigeants socialistes continuèrent à s'engager dans des négociations parlementaires stériles. Cette fois-ci, l'aile gauche du SDP s'arc-bouta sur sa colonne vertébrale et déclara que tout nouveau retard à l'action révolutionnaire ne pourrait que conduire au désastre. A la suite d'une longue série de batailles internes, en décembre et au début du mois de janvier, les radicaux finirent par l'emporter.

En janvier, les paroles révolutionnaires du SDP se transformèrent finalement en actes. Pour marquer le début de l'insurrection, les dirigeants du parti allumèrent, au soir du 26 janvier, une lanterne rouge sur la tour de la Maison du peuple d'Helsinki. Au cours des jours suivants, les sociaux-démocrates et les organisations de travailleurs qui y étaient affiliés prirent plutôt facilement le pouvoir dans toutes les grandes villes de Finlande. En revanche, le nord rural resta aux mains des classes dominantes.

Les insurgés finlandais publièrent une proclamation historique annonçant que la révolution était nécessaire dès lors que la bourgeoisie finlandaise, en liaison avec l'impérialisme étranger, avait mené un «coup» contre-révolutionnaire contre les conquêtes des travailleurs et la démocratie:

«le pouvoir révolutionnaire en Finlande appartient à partir de maintenant à la classe laborieuse et à ses organisations [...] La révolution prolétarienne est noble et sévère [...] sévère envers les ennemis insolents du peuple, mais prête à offrir son aide aux opprimés et aux personnes marginalisées.»

Bien que le nouveau gouvernement rouge tentât dans un premier temps de définir un cours politique relativement prudent, la Finlande sombra toutefois rapidement dans une guerre civile sanglante. Le retard dans la prise du pouvoir eut un coût élevé pour la classe laborieuse finlandaise car, à partir de janvier 1918, la plupart des troupes russes étaient retournées en Russie. La bourgeoisie tira avantage des trois mois qui s'écoulèrent suite à la grève de novembre pour constituer ses propres troupes en Finlande et en Allemagne. Plus de 27'000 rouges finlandais trouvèrent la mort au cours de la guerre. Après l'écrasement par la droite de la République socialiste finlandaise des travailleurs, en avril 1918, 80'000 travailleurs et socialistes supplémentaires furent jetés dans des camps de concentration.

Les historiens sont divisés sur la question de savoir si la révolution finlandaise aurait pu être victorieuse si elle avait débuté plus tôt et adopté une approche militaire et politique plus offensive. Certains affirment que le facteur décisif en dernière instance fut l'intervention militaire impérialiste allemande en mars et en avril 1918. Kuusinen tire un bilan similaire:

«L'impérialisme allemand prêta l'oreille aux lamentations de nos bourgeois et il se lâcha aussitôt pour avaler l'indépendance nouvellement acquise, laquelle, sur requête des sociaux-démocrates finlandais, avait été accordée à la Finlande par la République soviétique de Russie. Le sentiment national de la bourgeoisie ne souffrit à cet égard pas un seul instant. Le joug d'un impérialisme étranger ne représentait pour eux aucune terreur dès lors qu'il semblait que leur "patrie" était sur le point de devenir la patrie des travailleurs. Ils étaient disposés à sacrifier un peuple entier au grand bandit allemand à condition qu'ils puissent conserver leur position déshonorante d'esclavagiste.»

Des enseignements tirés

Que devons-nous faire de la révolution finlandaise ? Le point le plus évident est qu'elle indique que la révolution des travailleurs n'était pas uniquement un phénomène propre à la Russie centrale. Même dans la Finlande pacifique et parlementaire, les travailleurs se convainquirent toujours plus du fait que seul un gouvernement socialiste pouvait frayer la voie permettant de sortir de la crise sociale et de l'oppression nationale.

De même, les bolcheviques n'étaient pas le seul parti capable de conduire les travailleurs au pouvoir. De bien des façons, l'expérience du SDP finlandais confirme l'opinion traditionnelle de la révolution épousée par Karl Kautsky : au moyen d'une éducation et d'une organisation patiente de classe, les socialistes remportèrent une majorité au parlement, conduisant la droite à dissoudre l'institution, ce qui déclencha une révolution sous direction socialiste.

La préférence du parti pour une stratégie parlementaire défensive ne l'empêcha finalement pas de renverser la domination capitaliste et de s'engager vers le socialisme. En revanche, la social-démocratie allemande bureaucratifiée – qui avait abandonné depuis longtemps la stratégie élaborée par Kautsky – respecta activement la domination capitaliste en 1918-19 et écrasa avec violence les

efforts visant à la renverser.

La Finlande indique non seulement les forces mais aussi les limitations potentielles de la social-démocratie révolutionnaire : une hésitation devant l'abandon de la scène parlementaire, une sous-estimation de l'action de masse ainsi qu'une tendance à se plier aux socialistes modérés au nom de l'unité du parti.

Illustration : grève générale à Helsinki en 1905.